L'exil portugais en France (1927-1931) : corps en exil, esprit au Portugal

Cristina Climaco

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5716>

DOI : 10.4000/cdlm.5716

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2011

Pagination : 79-88

ISBN : 2-914561-54-9

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Cristina Climaco, « L'exil portugais en France (1927-1931) : corps en exil, esprit au Portugal », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 82 | 2011, mis en ligne le 15 décembre 2011, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5716> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.5716>

L'exil portugais en France (1927-1931) : corps en exil, esprit au Portugal

Cristina CLIMACO

La tournure antilibérale et antiparlementaire prise par le gouvernement issu du mouvement du 28 mai 1926 jette en exil l'élite dirigeante et les militaires républicains, ainsi que les intellectuels libéraux. Les premiers exils commencent en janvier 1927¹ ; ils concernent des figures emblématiques des partis et des intellectuels de *Seara Nova*². Ces derniers sont suivis peu après par les insurgés de la révolte de février 1927³. Les flux de l'exil grossiront avec les répressions policières successives, qui frappent souvent à la veille de la date programmée des soulèvements, ainsi qu'à la suite de l'écrasement des révoltes de juillet 1828, avril 1931, août 1931. En exil se côtoient les différentes tendances du centre et de la gauche républicaine, qui partagent l'idéal de la *révolution* – à prendre dans le sens de mouvement militaire fomenté par l'opposition comme moyen de mettre fin au régime issu du 28 mai, mais dont tout le reste les oppose. On se dispute le contrôle de la direction politique de l'opposition et la direction du mouvement militaire, on bute sur les divergences pour l'après victoire, et les vieilles questions d'avant le 28 mai refont surface... Si à cela on ajoute les difficiles conditions de survie à l'extérieur du pays, et l'accueil froid de la société française, qui est loin de leur apporter le soutien auquel ils s'attendaient, les conditions sont réunies pour faire de la période française des années de tourment. Si physiquement les exilés portugais sont en terre d'accueil, leur esprit est totalement au Portugal : très peu de trace de la société d'accueil dans leurs écrits ou dans leur correspondance. Ils ne sont pas en France, ils sont juste hors du Portugal. Ainsi, lorsqu'on classe par ordre de priorité les préoccupations des exilés portugais, c'est l'omniprésence de la révolution qui

1. À la suite de la menace exprimée par l'opposition, une fois de retour au pouvoir, de ne pas reconnaître un emprunt souscrit hors du cadre constitutionnel. L'article 26, paragraphe 4, de la Constitution de la République Portugaise de 1911 stipulait qu'il était de la compétence exclusive du Parlement d'autoriser le pouvoir exécutif à réaliser des emprunts et toute opération de crédit (en dehors de celles de la dette flottante), et d'établir ou approuver au préalable les conditions générales sous lesquelles elles devront être réalisées. Or, le Parlement avait été suspendu.
2. Revue de doctrine et de critique fondée en 1921 qui a, dans les années qui précèdent la chute de la république, un rôle politique important. Elle se définit comme association politique avec un programme et des solutions pour résoudre les problèmes nationaux. *Seara Nova*, n° 91, 10 juin 1926. Le but est d'orienter plutôt que d'exercer le pouvoir.
3. Une centaine de Portugais se réfugie en Espagne dans les jours qui suivent la révolte de février, dont plus de la moitié sont des militaires. Ministério dos Negócios Estrangeiros, P3 Ato M39.

ressort, dans une double perspective : mener cette révolution et créer un climat propice à son éclosion (*via* la propagande). Leur préoccupation pour les aspects matériels se limite à la recherche du minimum susceptible de leur assurer la survie physique, tant leur esprit est accaparé par la préparation du mouvement qui leur apporterait le salut. Dans ces conditions, l'échec des révoltes successives aura de lourdes conséquences tant au niveau des rapports entre les exilés que de l'engagement militant.

Les exilés et la préparation de la révolution

Après la révolte de février 1927, l'opposition républicaine se remet à conspirer en exil et à l'intérieur du Portugal. Dans un premier temps, la direction politique du mouvement revient aux exilés de Paris, ainsi que le contrôle du comité militaire, responsable de l'exécution sur le terrain. Le mouvement est préparé, dans ses aspects purement militaires, par les militaires réfugiés en Galice après la révolte de février. Mais cette direction militaire échappera dès l'été 1927 aux dirigeants politiques exilés à Paris, et rassemblés dans la Liga⁴, d'une part à cause de la distance géographique et de la rapidité avec laquelle il faut prendre certaines décisions, d'autre part parce que les chefs militaires eux-mêmes opposent une certaine résistance à l'intromission des civils dans les affaires qu'ils considèrent de leur ressort exclusif. Les premières divergences entre la Liga et le comité militaire éclatent au sujet de la stratégie du mouvement⁵. Après la direction militaire, c'est la direction politique qui échappera à la Liga. Il y a toutefois un énorme décalage entre l'idée que les exilés se font de leur rôle dans la préparation de la *révolution* et leur importance réelle. La révolution est, pendant la période 1927-1931, organisée et dirigée de l'intérieur du pays ; la participation des exilés sera alors limitée : pour prendre une part active dans les révoltes, il leur faudra rentrer au Portugal. Sinon, ils devront se contenter d'apporter leur soutien aux complots.

En mai 1928, le comité militaire, qui s'apprête à faire éclore le mouvement, envoie un délégué à Paris inviter la Liga et les exilés du PRP à y adhérer, ce qu'ils feront une fois dépassées quelques divergences. Les militaires exilés rentrent au pays pour prendre les positions que leur avait désignées le comité militaire, mais la révolte de Juillet sera rapidement écrasée. La Liga attribue cet échec au PRP, qui aurait imposé le déclenchement du mouvement militaire, malgré la précarité de l'organisation après l'arrestation du comité révolutionnaire, au mois de mai⁶. Le climat en exil se dégrade alors fortement entre les deux groupes.

4. Éphémère mouvement de rassemblement de la gauche républicaine, mis en place au printemps 1927 à Paris, sous l'égide des politiques. La fondation de la Liga résulte de l'habile exploitation par les politiciens du rassemblement des militaires exilés en Galice, qui voulaient justement faire de l'organisation un moyen d'action au-dessus des partis. Mais la Liga ne comptera pas avec l'adhésion des exilés du PRP.

5. Afonso Costa prétend faire en sorte que le mouvement éclate d'abord à Lisbonne, puis en province, contrairement à l'avis des militaires. Il est le leader le plus charismatique de la gauche républicaine et l'âme politique de la Liga.

6. Rosas Fernando (dir.), « O Estado Novo », *História de Portugal*, vol. 7, Lisboa, Editorial Estampa,

Les exilés qui ont échappé à la prison ou à la déportation reviennent à Paris, où ils attendent un nouvel appel pour rentrer au Portugal. Ainsi se passera la vie des militaires exilés jusqu'en 1932 : à attendre la révolution. Mais à chaque défaite, de vieilles blessures se rouvrent. Le climat dans les milieux de l'exil est très lourd à la fin des années 1920 : « les intrigues explosent à la moindre chose, il faut manipuler les paroles et les nouvelles comme si elles étaient de l'étaupe ou de la poudre »⁷.

Après la révolte de juillet 1928, l'armée est épurée et les militaires de la gauche républicaine se trouvent soit en prison soit en déportation. La préparation de la révolution revient alors exclusivement à l'opposition de l'intérieur, les exilés se trouvant isolés à l'extérieur. Débarrassés de la gauche républicaine, les républicains modérés cherchent un compromis avec le secteur républicain-conservateur et croient au retour à la République constitutionnelle par la voie pacifique, qui se ferait par une évolution à l'intérieur du régime – la « politique de transition ». Si la priorité est donnée à la transition pacifique, l'opposition n'en continue pas moins à préparer la révolution, mais de façon moins active que par le passé.

En exil, la Liga croit toujours en sa force politique, se considérant comme un pilier incontournable de l'opposition : « Si la Liga ne dispose pas de forces matérielles, elle a la force spirituelle »⁸. La réalité est que, privée du soutien des officiers influencés par la revue *Seara Nova* (en prison ou en déportation), la Liga n'a plus de capacité militaire et, par conséquent, plus de poids politique. Des contestations internes commencent aussi à se manifester. Les choix du dirigeant Afonso Costa quant à la stratégie de lutte à adopter, mécontentent un certain nombre d'exilés qui se plaignent de l'inertie et du marasme dans lesquels se trouve l'opposition en exil. L'arrivée à Paris, en 1929, des militaires déportés des colonies portugaises d'Afrique donne une nouvelle dynamique à l'exil. La Liga aurait pu ainsi retrouver sa force militaire, mais ces éléments vont former un groupe parallèle qui préconise la radicalisation des méthodes d'action, ce qui videra la Liga de toute substance.

L'épuration des éléments républicains des forces armées ouvre le débat au sein de l'opposition sur la participation de civils pour remplacer les militaires qui font défaut. La question constitue désormais la ligne de rupture entre l'opposition républicaine modérée et une opposition plus à gauche, car les civils ne seraient autres que des anarchistes, des anarcho-syndicalistes et des communistes, dont la présence pourrait, selon les républicains modérés, compromettre le caractère républicain du mouvement⁹. Par ailleurs, l'armée reste pour eux le garant de la République ; c'est à elle de défendre la Nation.

Entre-temps la politique de transition prend fin (janvier 1930). La conspiration républicaine reprend et en exil le nouveau souffle apporté par les éléments arrivés l'année précédente engendre un nouveau dynamisme, se traduisant par une étroite collaboration entre les deux oppositions en 1930-1931. L'agitation atteint

1994, p. 220.

7. Correspondance d'António Sérgio et Sarmento Pimentel, lettre du 18 juillet 1929, *Diário Popular*, 6 octobre 1977.

8. *Id.*, lettre du 15 avril 1928, *Diário Popular*, 3 mars 1977.

9. *Id.*, lettre du 6 octobre 1928, *Diário Popular*, 18 août 1977.

son sommet au moment de la révolte de Madère, en avril 1931. Avec l'avènement de la Seconde République espagnole, l'opposition portugaise dispose désormais d'une base arrière dans ce pays. Mais malgré cela, l'incapacité de l'opposition à s'organiser et à faire aboutir les mouvements ne changera pas : la révolte d'août 1931 en est l'exemple. Elle sera habilement exploitée par la droite antilibérale pour asseoir son pouvoir et mettre en minorité, au sein du gouvernement, la faction républicaine conservatrice. Son échec met également entre les mains des exilés la préparation de la révolution, qui se maintient en tant que moyen pour renverser la dictature ; mais désormais il faudra se décider à recourir aux civils, même si certains milieux le font à contrecœur. Mais il s'agit déjà d'une autre période, pendant laquelle l'opposition portugaise comptera sur le soutien matériel et logistique de la jeune République espagnole.

La propagande

Les objectifs de la propagande sont de créer un climat propice à la révolution, faire revivre l'idéal chez les républicains éloignés des rangs et trouver des fonds pour la révolution et pour l'assistance aux exilés. Profitant des facilités d'impression et de la liberté d'expression, le matériel de propagande est imprimé en France, en langue portugaise, et introduit ensuite clandestinement au Portugal. Des articles de la presse étrangère favorables à l'opposition sont traduits et insérés dans la presse de l'exil ou imprimés en feuilles volantes et distribués ensuite au Portugal¹⁰ parce que « l'opinion de l'étranger a toujours eu du poids et fait de l'effet au Portugal »¹¹.

Les premières années sont les plus fécondes. Par la suite, malgré le pacte d'action commune conclu au début 1930 avec l'opposition de l'intérieur qui attribuait à l'exil la responsabilité de la propagande, la production est restreinte par manque de fonds et, surtout, cause de l'incapacité de l'opposition républicaine à se mobiliser et des rivalités entre les groupes. Par ailleurs, il ne faut pas négliger la portée des mesures prises par le gouvernement portugais pour intimider les exilés. La diminution de la propagande coïncide avec la publication des décrets sanctionnant les crimes commis à l'étranger contre le prestige de la Nation, et qui imposent le paiement d'une amende, et le cas échéant, la saisie des biens.

Le manque de propagande est ressenti comme un problème majeur de l'opposition :

Nous souffrons beaucoup du manque de propagande, encore plus que de la férocité de la censure. C'est trop de retenue. Avec vous [Raul Proença], Jaime Cortesão

10. Notamment « La manifestation populaire à Lisbonne le jour de l'anniversaire de la proclamation de la République » (traduction française d'un article du journal *El Sol* de Madrid de 1928) ; l'interpellation du député radical Henri Guernut à l'Assemblée Nationale sur la visite de l'escadre française à Lisbonne en 1929 ; un article de Léon Rollin dans *Le Temps* en 1930 ; un autre de Rafael Álvarez de *Crisol* de Madrid, du 21 avril 1931.

11. Correspondance d'António Sérgio et Sarmiento Pimentel, lettre du 16 octobre 1927, *Diário Popular*, 14 avril 1977.

et António Sérgio on aurait dû, dès le début, organiser un comité de propagande clandestine avec des fonds envoyés par les partis républicains. Il y a un an nous avions encore ici Aquilino et Prezado, qui nous auraient rejoints. Pourquoi cela n'a-t-il pas été fait ? L'explication ne peut être que la triste désorganisation des partis dont nous souffrons depuis 1917. [...] Je pense que sans une intensification de la propagande et sans un accord sur une liste de noms qui composeront le premier gouvernement provisoire [...], nous n'obtiendrons pas l'élan général nécessaire¹².

On agit également sur les milieux d'accueil pour défendre la révolution incomprise. Derrière cette stratégie, on retrouve António Sérgio¹³, le seul à se mouvoir avec aisance dans les milieux d'accueil. L'idée lui en est venue lorsque Georges Guyomard, un monarchiste adepte des régimes dictatoriaux, admirateur de Mussolini et issu des milieux français de l'extrême droite, lui demande de l'aider à trouver un éditeur pour le livre qu'il écrit à son retour du Portugal, où il est allé à la demande du gouvernement portugais pour restructurer la *Polícia de Informações*. Guyomard revient du Portugal profondément hostile à la dictature portugaise¹⁴. La campagne contre l'emprunt cherché en 1927-1928 par le gouvernement auprès des banquiers étrangers atteint une certaine visibilité dans les milieux internationaux, mais n'empêchera pas la SDN de donner son aval à l'opération. Par l'intermédiaire de l'Union Intellectuelle Européenne et de l'Euro-press, António Sérgio publie des articles dans des journaux et revues étrangers¹⁵, et en France, dans *Le Petit Niçois*, *Pax*, *Jeune République*, *Revue Bleue*, *La Revue Mondiale*. À partir de notes rédigées par António Sérgio, et à sa demande, d'autres journalistes s'intéressent à la question de l'emprunt¹⁶.

Le Portugal est, à la fin des années 1920, l'un des pays les moins bien connus en France. Il a un faible prestige ; des clichés négatifs circulent à son sujet : c'est le « pays où on fait la révolution pour un oui et pour un non ». L'image qui prévaut, même dans les milieux les mieux informés, est celle d'un pays livré à l'anarchie des extrémistes de gauche. C'est contre cette anarchie qu'ont réagi « les éléments les plus sains », mettant en place « une œuvre semblable à celle de Mussolini en Italie »¹⁷. Les exilés essayent de contrer cette image dans un manifeste intitulé *La Lutte pour la liberté au Portugal : sa portée universelle, ce que veulent les libéraux portugais*¹⁸. Ce sera la seule fois où les exilés s'adresseront directement aux milieux d'accueil.

12. Bibliothèque Nationale de Lisbonne (désormais BNL), E7/1221, lettre de Bernardino Machado à Raul Proença, du 9 juin 1930.

13. L'un des directeurs de *Seara Nova*.

14. Georges Guyomard, *La dictature militaire au Portugal, impressions d'un Français au retour de Lisbonne*, Paris, Presses Universitaires de France, 1927, 112 p.

15. Notamment allemands, autrichiens, hollandais, suisses, grecs, anglais, espagnols, uruguayens, yougoslaves.

16. Cas du Suisse William Martin dans le *Journal de Genève*, en décembre 1927, et de l'Espagnol Luis Araquistain dans la revue américaine *Foreign Affairs*. L'article de ce dernier provoque des représailles du gouvernement portugais sur la personne d'António Sérgio, soupçonné de l'avoir inspiré.

17. Georges Guyomard, *La dictature...*, *op. cit.*, p. VI.

18. Imprimé dans l'Imprimerie République, bd. Victor Hugo, Melun. Il porte la date du 5 octobre 1928.

Dans ce manifeste, les exilés portugais se plaignent du mépris que montrent les Français pour « les petites nations », et les accusent d'indifférence à l'égard des étrangers d'une façon générale, et de la lutte des républicains portugais en particulier, bien qu'ils ne se heurtent pas à une hostilité ouverte. Sentiment qu'ils attribuent au manque d'information et qu'ils veulent changer avec le manifeste. Ce qui blesse le plus est le fait que l'opinion publique française ne fasse pas, dans le cas portugais, la part entre la dictature et la démocratie. Ils constatent la contradiction entre les valeurs morales défendues par les Français et les actes. Les exilés portugais souffrent de la condamnation de leur lutte, alors que les antifascistes italiens et les républicains espagnols bénéficient d'une certaine sympathie dans l'opinion publique française. Ils vont entreprendre alors d'expliquer le sens de leur cause : « Nous voulons seulement que vous compreniez la portée humaine, universelle, de la lutte que nous menons »¹⁹.

L'argumentation mise en œuvre met en avant l'usurpation du pouvoir en mai 1926 par la dictature, qui s'est imposée par la force des armes. Dans le manifeste, ils dénoncent les principes sur lesquels repose la dictature portugaise : violation des libertés de réunion, d'association et de pensée, censure de la presse et violation de la correspondance, arrestations arbitraires, torture des prisonniers politiques, déportation aux colonies, suppression de toute forme d'expression de l'opposition. Les exilés portugais se présentent comme les défenseurs de la Constitution violée par la dictature, ce que justifie le recours à la révolution présentée comme un droit légitime pour restaurer la démocratie.

Les républicains portugais ne s'expliquent pas la réserve de l'opinion publique française à leur égard, car elle est contraire à l'image qu'ils se faisaient du pays à leur arrivée, au printemps 1927, celle d'une France terre d'accueil des réfugiés politiques :

C'est parce que nous sommes un petit peuple ? [...]. C'est leur aversion pour la violence ? [...] Nous avons beau être petits, toujours est-il que le droit, la démocratie, la liberté ne se mesurent pas par le nombre [...]. Nous ne pensons pas que l'homme juste ait toujours la couronne du martyr [...]. Ce que vous discutez dans les livres, dans les journaux, dans les brochures, nous le vivons, nous le discutons sous la forme d'actes. Vous êtes les apôtres mais nous sommes les martyrs. Pourquoi ceux qui prêchent méprisent-ils ceux qui se donnent, et ceux qui pensent la liberté ont-ils tant d'indifférence envers ceux qui se battent pour elle ?²⁰

Mais les exilés portugais ne connaîtront jamais les répercussions que le manifeste pourrait avoir sur l'opinion publique française, puisque le gouvernement portugais durcit sa position et décrète, en octobre 1928, des sanctions à caractère rétroactif contre les exilés qui mèneraient une propagande antigouvernementale à l'étranger²¹. Le décret vise particulièrement le président de la république déchu, Bernardino Machado²² ; mais les répercussions sur l'activité des exilés sont immé-

19. *La lutte pour la liberté au Portugal...*, op. cit.

20. *Ibid.*

21. *Diário do Governo*, du 9 octobre 1928.

22. À cause de la « Lettre ouverte au Président du Conseil de la Société des Nations », sur la

diates. Craignant l'application des sanctions (surtout chez les plus fortunés), on renonce à diffuser *La Lutte pour la liberté au Portugal*, qui était sur le point d'être distribué²³.

Le revers de l'exil : l'attente de la révolution

Pendant les premiers mois d'exil, on fait bonne figure face aux difficultés, car on croit à un retour rapide au Portugal, mais le prolongement du séjour accroît les peines. Le problème de l'aide financière se pose de façon accrue. L'émigration politique portugaise comporte un grand nombre de militaires, qui veulent se tenir prêts à répondre à tout moment à l'appel des chefs de l'intérieur. Ces militaires jugent cette situation incompatible avec l'exercice d'une activité salariée, qui leur imposerait des contraintes au moment du départ. D'autre part, ils considèrent qu'il est de l'obligation des républicains, restés à l'intérieur du pays, de contribuer à leur subsistance à l'étranger. Dans les moments qui ont suivi la révolte de février, les exilés reçoivent l'aide financière des républicains du Portugal et des républicains émigrés au Brésil. Une commission d'assistance est créée par la *Liga* de Paris pour distribuer les fonds et venir en aide aux plus démunis. Au fur et à mesure que la désaffectation de l'opposition républicaine de l'intérieur augmente, la situation des exilés devient plus difficile car cette désaffectation se traduit par une réduction des fonds à un moment où la crise économique sévit. La déception, tant au niveau de l'action que de l'attitude des républicains, a des répercussions sur le moral des hommes et sur le climat de l'exil.

La précarité est une constante des années d'exil et un de ses traits majeurs. Les exilés traînent à Paris en attendant l'appel des chefs militaires. Ils tuent le temps dans les cafés de Montparnasse, où ils lisent *O Século*²⁴. L'anarchiste Alexandre Vieira, ancien directeur d'*A Batalha*, en exil à Paris de 1928 à 1932, décrit la situation dans laquelle vivent les exilés républicains, sans moyens financiers pour survivre à Paris :

Heureusement pour moi j'avais un métier, que je pouvais exercer pour gagner ma vie en terre étrangère, sans quoi il me serait arrivé la même chose qu'à certains diplômés que j'ai rencontrés à Paris, qui pourrissaient à la Maison du Café²⁵.

Chacun assure sa subsistance matérielle comme il peut. António Sérgio fut directeur de la section luso-brésilienne de la maison d'édition Franco Ibéro Américaine de Muñoz Escamuz ; il travaille ensuite pour la Maison Truchy-Leroy, les éditions Quillet et les studios Paramount ; il fait des traductions pour des éditeurs portugais et brésiliens, et il n'hésite pas à rédiger des annonces pour des produits pharmaceutiques ou à donner des leçons particulières. Raul Proença, Jaime

situation des finances publiques portugaises, considérée par le gouvernement comme tendancieuse». Oliveira Marques, *Bernardino Machado, Manifestos Políticos 1927-1940*, Lisboa, Palas Editores, 1978, p. 125-132.

23. BNL, E7/608, lettre d'Afonso Costa à Raul Proença, du 18 novembre 1928.

24. José Jobim, *A verdade sobre Salazar*, Rio de Janeiro, Calvino Filho, 1934, p. 25.

25. Alexandre Vieira, *Em volta da minha profissão*, Lisboa, Graf. Boa Nova, 1958, p. 185.

Cortesão et Álvaro de Castro écrivent également pour des journaux et font des traductions. José Domingues dos Santos, Lago Cerqueira, et Agatão Lança s'occupent du commerce des vins de Porto. D'autres trouvent des métiers auxquels ils n'étaient pas habitués, comme le lieutenant Dias Jorge qui devient chauffeur à Bruxelles.

Au début des années 30, la crise économique s'aggrave en France, et les exilés portugais connaissent des périodes plus ou moins longues de chômage. Le problème de l'assistance se pose de nouveau, et de façon plus aiguë. De plus, avec les déportés qui s'évadent et les descentes policières qui se multiplient dans les milieux de l'opposition, les exilés continuent à affluer en France. Les subventions en provenance du Portugal sont insuffisantes ; la dévaluation de la monnaie portugaise aggrave encore la situation, qui est particulièrement difficile au début des années 1930 : « La lutte ici est terrible. La montée du franc a provoqué une gigantesque crise de chômage, de plus, il y a des milliers de réfugiés russes et italiens qui cherchent à survivre »²⁶.

Le manque d'argent, la situation précaire dans laquelle vivent beaucoup d'émigrés et la misère subie par leurs familles conduisent au désespoir un certain nombre d'exilés ; d'autres se déclarent vaincus et abandonnent le militantisme. Dans le premier groupe se trouve Raul Proença : en butte aux difficultés économiques pour faire vivre sa famille, il perd la raison. Le régime l'autorisera finalement à rentrer au Portugal, et il sera interné en maison psychiatrique. Le journaliste Vítor Falcão est un exemple du deuxième groupe ; il abandonne toute activité politique à cause des conditions de l'exil et de la déception causée par l'échec de l'opposition :

J'ai décidé de fixer définitivement ma résidence en Belgique. J'ai été amené à prendre cette décision pour deux raisons : la disparition de ma foi dans la sincérité des dirigeants des partis républicains, justifiée par un certain nombre de faits, et la nécessité impérieuse d'organiser ma vie matérielle. Cette résolution en entraîne une autre : l'abandon de la politique²⁷.

Lorsque António Sérgio fait, quelques années plus tard, le bilan de l'exil, il met au premier plan les souffrances endurées par les exilés :

Des centaines d'exilés ont eu faim, d'autres, s'ils n'ont pas eu faim, se sont trouvés dans des situations financières telles que l'un d'entre eux [Proença] a perdu la raison²⁸.

Les réfugiés portugais vivent difficilement leur situation d'exilés : à l'exil géographique s'ajoute le sentiment d'exil intérieur, plus pénible encore à supporter. La nostalgie de l'exilé portugais – la célèbre *saudade* – est peinte par Pina de Morais :

26. *Correspondência de António Sérgio para Raul Proença*, Lisboa, D. Quixote / Biblioteca Nacional, 1987, lettre du 13 mars 1927, p. 180.

27. Arquivo Municipal de Vila Nova de Famalicão, arquivo Bernardino Machado, cx. 134, lettre de Vítor Falcão à Bernardino Machado, du 23 avril 1933.

28. BNL, E15, lettre d'António Sérgio à Adolfo Casais Monteiro, s. d. [1934 ? 1935 ?].

L'automne à Paris est d'une telle littérature et sa tache dorée si fugace, entre le soleil jaune de l'été et la bruine quasi permanente de l'hiver, qu'il est toujours beau. Mais l'émigré n'a pas les mêmes yeux que les autres. Nous marchons silencieux pendant longtemps. Ce silence s'accumule, il nous entoure et il envoie nos idées bien loin. Quand l'émigré se tait ce n'est pas la peine de lui en demander la raison. À un moment donné sous un arbre dont les dernières feuilles tombent comme si un phare s'éteignait, Álvaro de Castro s'arrête et me dit d'une voix sombre : « Ce n'est que maintenant que je comprends bien le « Desterrado »²⁹ de Soares dos Reis ». Voilà de nouveau la plaie qui s'ouvre, voilà expliqué le silence qui nous accompagnait. « Je le considérais », poursuit Álvaro de Castro, « comme une sculpture extraordinaire, où le génie de Soares dos Reis avait exprimé le côté tragique de la vie, mais je n'avais jamais saisi le sens profond, immense et multiple du silence qui atteint l'âme de l'émigré ». Et mon ami commence à compter le temps de l'exil, les jours, les semaines, les années³⁰.

Si l'accueil reçu par les Portugais en France est publiquement reconnu comme « le plus courtois »³¹, en privé les exilés sont plus expressifs : « Malgré nos désillusions de la Guerre, il y a encore une France que tu ignores ! Un martyr ! Vous ne pouvez pas imaginer ce qu'est être étranger ici, dans nos conditions. Le pauvre Proença agonise. Il y a longtemps que je n'ai pas vécu de jours aussi terribles »³². Désespoir que les exilés politiques portugais partagent avec d'autres émigrés.

Conclusion

Les exilés portugais restent assez isolés, les contacts avec d'autres exilés et avec les milieux d'accueil et de soutien sont limités, à l'exception d'António Sérgio. Le séjour en exil, envisagé à l'arrivée comme devant être bref, juste le temps de fomenter la révolution... durera quelques années pour certains, quelques décennies pour d'autres ; d'autres enfin ne rentreront jamais au pays. Quelques portugais militeront dans des organisations françaises, telles que le Mouvement Pour la Paix de Marc Sangnier, ou la Ligue des Droits de l'Homme, qu'ils espèrent associer à leur cause, mais en contrepartie la vie interne de ces organisations les intéresse fort peu. On peut dire qu'ils subissent plus l'exil qu'ils n'agissent sur les milieux étrangers. Les raisons en sont dans l'espoir qu'ils nourrissent d'un retour au Portugal à brève échéance, l'inexistence de réseaux politiques de solidarité pour les accueillir à leur arrivée en France, en 1927, ainsi que l'absence d'une figure assez médiatique pour porter le flambeau de la cause portugaise. Ils se sont révélés incapables de susciter la sympathie des Français qui, en 1927, va plutôt aux anti-fascistes italiens, aux Russes blancs ou encore aux Espagnols fuyant la dictature de Primo de Rivera. Toutefois, si l'émigration politique portugaise n'a pas eu l'accueil escompté, elle trouvera un certain appui dans les milieux intellectuels et

29. Sculpture de Soares dos Reis.

30. Pina de Morais, « Uma tarde em Paris », *Mémoriama Álvaro de Castro*, s. l. [Lisboa], s. n., 1947, p. 277.

31. Pina de Morais dans une entrevue au journal *L'Œuvre*, 8 mai 1931.

32. BNL, D5, lettre de Jaime Cortesão à Augusto Casimiro, du 13 novembre 1929.

politiques plus sensibles à leur cause, et bénéficiera d'une attitude complaisante de la part du gouvernement français et de la police, ce qui ne fut pas le cas pour d'autres émigrations politiques, dont la cause serait pourtant plus sympathique à l'opinion publique. C'est un exilé désenchanté et amer qui abandonne la France en 1931-1932 pour s'installer dans l'accueillante Espagne de la Seconde République. Celle-ci accorde à l'opposition portugaise un soutien financier et logistique pour continuer la lutte contre la dictature, qui passera plus que jamais dans les années 1930 par la révolution. « Nous avons besoin d'armes, nous nous passons de papiers »³³, s'écrie l'un des chefs politico-militaires, scellant ainsi la fin de la propagande et mettant au second plan désormais le rôle des chefs politiques.

33. Ferro Alves, *Os Budas, o contrabando de armas*, Lisboa, edição do autor, 1935, p. 41.